

**PRESTATIONS DE BIO-NETTOYAGE POUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE
TERRITOIRE BOURGOGNE MERIDIONALE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP n°2026AO90005 commun aux 2 lots)**

Lot 1 – Prestations de bio-nettoyage pour le CH-Mâcon et le CH-Clunisois
Lot 2 - Prestations de bio-nettoyage pour le CH-PCB

SOMMAIRE

1.	Identification des parties	3
1.1.	Pouvoir adjudicateur	3
1.2.	Titulaire	3
2.	Objet du marché	3
3.	Décomposition du marché	3
3.1.	Allotissement	3
3.2.	Phases	3
3.3.	Tranche	3
3.4.	Fournitures complémentaires	3
3.5.	Option - Prestations similaires	3
4.	Durée du marché	4
5.	Type, forme et nature du marché	4
6.	Documents contractuels	4
7.	Sous-traitance	4
8.	Conditions d'exécution du marché	5
8.1.	Emission des commandes	5
8.2.	Délais d'exécution	5
8.3.	Lieu d'exécution	5
8.4.	Sécurité et hygiène	5
8.5.	Langue	5
8.6.	Pièces à remettre en cours d'exécution	5
9.	Garantie, évaluation et plan de progrès	5
9.1.	Continuité du service	5
9.2.	Evaluation de l'exécution	5
9.3.	Plan de progrès	5
10.	Modalités de détermination des prix	6
10.1.	Forme des prix	6
10.2.	Contenu des prix	6
10.3.	Caractère des prix	6
11.	Modalités de paiement	7
11.1.	Avance	7
11.2.	Cautionnement - Retenue de garantie - Nantissement - cession de créance	7
11.3.	Paiements partiels définitifs	7
11.4.	Contenu des demandes de paiement	7
11.5.	Remise des demandes de paiement	7
11.6.	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	8
11.7.	Devise	8
11.8.	Règlement	8
11.9.	Intérêts moratoires	8
12.	Opérations de vérification et décision après vérification	8
13.	Pénalités - Primes	8
13.1.	Généralités concernant les pénalités	8
13.2.	Pénalités applicables à l'issue des contrôles des prestations en obligation de résultat	9
13.3.	Pénalité pour situations inacceptables	9
13.4.	Pénalité pour non-exécution	9
13.5.	Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations	9
13.6.	Autres pénalités contractuelles	9
13.7.	Autres pénalités contractuelles	Erreur ! Signet non défini.
14.	Responsabilité et Assurances	10
14.1.	Responsabilité	10
14.2.	Assurances	10
15.	Modifications du marché	10
15.1.	Modification de la consistance des prestations	10
15.2.	Modification de la législation / réglementation / jurisprudence / norme	10
15.3.	Cession du marché	10
16.	Résiliation	11
17.	Règlement des différends / litiges	11
17.1.	Différends et litige	11
18.	Dérogations aux articles du CCAG	11

1. Identification des parties

1.1. Pouvoir adjudicateur

Centre Hospitalier de Mâcon - 350 Boulevard Louis Escande - 71000 Mâcon - France

Le terme « pouvoir adjudicateur » est employé pour qualifier le Centre Hospitalier de Mâcon, Etablissement Public de Santé, en tant qu'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Bourgogne Méridionale.

Par extension, le terme de « pouvoir adjudicateur » peut être employé dans le présent marché pour qualifier chaque établissement du GHT concerné :

- S'agissant du lot 1 : Le CH-Mâcon ou le CH-Clunisois
- S'agissant du lot 2 : le Centre Hospitalier du Pays Charolais Brionnais (CH-PCB).

1.2. Titulaire

Le terme « titulaire » est, conformément à l'article 2 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), employé pour qualifier l'opérateur économique qui a conclu le marché avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la prestation de bio-nettoyage pour le GHT Bourgogne Méridionale.

Le détail des prestations et conditions techniques est décrit dans le CCTP n°2026AO90005.

3. Décomposition du marché

3.1. Allotissement

Le marché est composé de 2 lots :

- Lot 1 – Prestations de bio-nettoyage pour le CH-Mâcon et le CH-Clunisois
- Lot 2 - Prestations de bio-nettoyage pour le CH-PCB

Chaque lot est un marché distinct, contractualisé de manière séparée, et signé avec l'entreprise titulaire du lot concerné. Ainsi, sauf précision contraire, toute mention au « marché » dans le présent CCAP fait référence à chaque lot indifféremment.

3.2. Phases

Le marché ne comprend aucune phase.

3.3. Tranche

Le marché ne comprend aucune tranche.

3.4. Fournitures complémentaires

Conformément à l'article L.2194-1 et de l'article R.2122-4 du Code, le pouvoir adjudicateur peut passer avec le titulaire un marché sans nouvelle procédure de mise en concurrence en cas de besoin de fournitures complémentaires si le changement de fournisseur obligerait à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. La durée d'un tel marché complémentaire ne saurait excéder 3 ans.

3.5. Option¹ - Prestations similaires

En vertu des articles L.2194-1 et R.2122-7 du Code, le pouvoir adjudicateur peut passer avec le titulaire un marché sans nouvelle procédure de mise en concurrence en cas de besoin de prestation similaires au plus tard dans les 3 ans qui suivent la notification du présent marché.

Ces services auront pour objet la réalisation de prestations similaires à l'accord-cadre, par exemple en cas d'ajout de nouveaux périmètre à nettoyer, notamment sur d'autres bâtiments du GHT Bourgogne Méridionale, ou bien en cas d'extension des prestations de bio-nettoyage ou services associés (nettoyage de vitrerie par exemple).

Le montant des prestations similaires ne pourra excéder 50% du montant initial du présent marché.

¹ Option au sens communautaire du terme

4. Durée du marché

Le marché sera passé pour une durée ferme qui figure à l'Acte d'Engagement :

- 48 mois allant du 1er octobre 2026 au 30 septembre 2030 dans le cas où l'offre de base a été retenue ;
- 60 mois allant du 1er octobre 2026 au 30 septembre 2031 dans le cadre de l'offre en variante a été retenue.

5. Type, forme et nature du marché

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire au sens des articles et R 2162-1 à R 2162-6.

Il a été passé suite à une consultation par appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R 2124-1, R 2124-2 et R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché est passé sans montant minimum et avec un maximum (sur la durée totale) en valeur tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement selon l'offre (base ou variante) qui a été retenue

Le marché est exécuté au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes conformément aux articles R 2162-13 et R 2162-4 du Code de la commande publique.

6. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi :

- L'acte d'engagement propre à chaque lot ;
- L'Annexe financière propre à chaque lot ;
- Le présent CCAP n°2026AO90005 commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°2026AO90005 commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe 1 : liste des locaux (propre à chaque lot)
 - Annexe 2 : spécificités des services (propre à chaque lot)
- Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) dans sa version en date du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent marché, mais le titulaire déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter ;
- L'offre technique, propre à chaque lot, remise par le titulaire dans son offre, qui contient à minima le Cadre de Réponse Technique (CRT) intégralement rempli ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et avenants éventuels, propres à chaque lot, datés et signés, remis par le titulaire dans son offre, ou acceptés par le pouvoir adjudicateurs en cours de marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, les clauses applicables sont celles indiquées dans les documents qui sont les mieux placées dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus. Ainsi, toute clause mentionnée dans les documents du titulaire (contrat, devis...) qui serait contraire aux stipulations du CCAP, CCTP ou CCAG est réputée non écrite.

7. Sous-traitance

Le titulaire peut présenter au pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants au cours de l'exécution du marché.

En vue d'obtenir l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement, chaque titulaire fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au pouvoir adjudicateur les documents suivants:

- La déclaration de sous-traitance (DC4 modèle avril 2019 ou équivalent) complétée, datée et signée en original par le titulaire, le mandataire en cas de groupement et le sous-traitant ;
- Un RIB lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600€TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution des parties du marché qui sont sous-traitées.

8. Conditions d'exécution du marché

Les prestations doivent répondre durant toute la durée du marché, aux stipulations du présent CCAP et du CCTP.

8.1. Emission des commandes

Chaque bon de commande indique les informations suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale et l'adresse du créancier ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La référence du marché ;
- La nature des prestations à exécuter ;
- Le prix HT de chaque prestation, issu de l'annexe financière ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT du bon de commande ;
- Toute référence utile à l'exécution du bon de commande, dont le code service propre à chaque établissement.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité du marché dans la limite de 3 mois.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures à compter de l'heure d'envoi du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire doit se conformer aux prescriptions de chaque bon de commande, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

8.2. Délais d'exécution

Les divers délais d'intervention sont fixés au CCTP et par défaut dans l'offre technique du titulaire.

Une prolongation des délais d'exécution des prestations peut être accordée au titulaire par le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies à l'article 13.3 du CCAG -FCS.

Le non-respect des délais contractuels (administratifs ou techniques) expose le titulaire à l'application des pénalités décrites au présent CCAP.

8.3. Lieu d'exécution

Les dispositions du CCTP s'appliquent.

8.4. Sécurité et hygiène

Les dispositions du CCTP s'appliquent.

8.5. Langue

Tous les documents (fiches techniques, fiches de sécurité, inscriptions sur les équipements et leurs emballages, les modes d'emploi, factures, bons de livraison...) et les échanges (courriers, courriels...) doivent être rédigés en langue française.

8.6. Pièces à remettre en cours d'exécution

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire et de faire procéder, conformément à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP, par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Ces pièces et attestations doivent être déposées par le titulaire sur la plateforme mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attections.com>

9. Garantie, évaluation et plan de progrès

9.1. Continuité du service

Le titulaire doit continuer d'assurer l'exécution des prestations (continuité de service) dans les conditions définies au CCTP, notamment en cas d'arrêt de travail ou d'absentéisme.

9.2. Evaluation de l'exécution

Les dispositions du CCTP s'appliquent.

9.3. Plan de progrès

Le pouvoir adjudicateur souhaite déployer des actions ayant pour objectif par exemple :

- D'améliorer la fiabilité et qualité des prestations et leur pilotage (réduction des dysfonctionnements, indicateurs de suivi, automatisation de la traçabilité, enquêtes sur la perception des utilisateurs, etc.)
- De réduire son empreinte écologique sur l'air, l'eau et les déchets (favoriser la mise en place de nouvelles filières de déchets recyclables, réduire la part de DASRI, optimiser les différents distributeurs de consommables, etc.) ;
- D'améliorer son impact sur la Société et les personnes ;
- D'optimiser ses coûts (suppression des sur-qualités, valorisation des déchets, etc.).

Certains domaines sont identifiés dans le CCTP comme pouvant contribuer à poursuivre ces objectifs (notamment en termes de développement durable).

Le titulaire propose au pouvoir adjudicateur dans les 3 mois suivant le début d'exécution, puis tous les 12 mois, le plan de progrès qu'il souhaite mettre en place pour atteindre les objectifs fixés.

Chaque action doit préciser au minimum :

- Les prérequis nécessaires pour sa mise en place
- Les objectifs quantitatifs et qualitatifs à atteindre
- Les principaux jalons et les délais de mise en œuvre
- Les indicateurs de suivi.

Ces actions peuvent conduire à la modification du marché par voie d'avenant dans les limites des articles R-2194 du Code de la Commande Publique et des dispositions de l'article 15 du présent CCAP.

10. Modalités de détermination des prix

10.1. Forme des prix

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix unitaires, tels que figurant en annexe financière à l'Acte d'Engagement.

Les modalités de commande et de paiement des diverses prestations (prestation de base, à la demande, exceptionnelles, ou hôtelière) sont détaillées dans le CCTP.

10.2. Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix figurant en annexe financière à l'acte d'engagement du marché sont établis en tenant compte de toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le présent CCAP et dans le CCTP.

Le titulaire est lié par les prix qu'il a proposés en annexe financière à l'acte d'engagement. Il reconnaît que les prix du marché sont réputés comprendre :

- Les frais afférents à la main d'œuvre ;
- Toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le présent CCAP et le CCTP.
- Les frais afférents aux prestations associées (formation et/ou information, déplacements, gestion administrative, assurances...)
- La fourniture des matériels (chariot nettoyage, auto-laveuse...), consommables d'essuyage (bandeaux, lavettes, etc.) ainsi que les produits de nettoyage
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la réalisation des prestations
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire (minimas de commande par exemple) hormis dans le cadre des prestations exceptionnelles telles que définies au CCTP.

10.3. Caractère des prix

Les prix du marché sont révisés tous les 1^{ers} octobre, pour tenir compte des variations économiques constatées pendant l'exécution du marché et garantir l'équilibre économique initial du contrat.

La formule de révision permettant de calculer les prix révisés est :

$$\mathbf{Pr = P_0 * 0.1 + 0.9 (It / I_0)}$$

Dans cette formule :

- Pr = Prix révisé
- P0 = Prix initial du marché
- It = Valeur du dernier Index Propreté trimestriel publié dans le mois précédant la date anniversaire du marché
- I0 = Valeur de référence de l'Index Propreté au 2^{ème} trimestre 2026

L'Index Propreté de référence, créé en octobre 2023 pour mesurer l'évolution des coûts des entreprises de Propreté réunies sous le code NAF principal 8121Z est publié en accès libre sur le site www.index-proprete.fr.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision obtenu par la formule est arrondi au millième selon la règle de l'arrondi arithmétique.

Les nouveaux prix sont ainsi établis avec deux décimales, suivant les règles de l'arrondi arithmétique.

En cas d'augmentation des charges supportées imputables à des circonstances économiques imprévisibles, l'acheteur sur demande du titulaire du marché peut procéder à une révision dans le respect des dispositions propres à la théorie de l'imprévision.

11. Modalités de paiement

Les prestations sont financées sur les fonds propres (budget principal / budgets annexes) de chaque établissement du GHT Bourgogne Méridionale.

11.1. Avance

Conformément à l'article article R2191-3 du Code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance forfaitaire est versée au titulaire si le montant du bon de commande est supérieur à 50.000€HT et dans la mesure où le délai d'exécution du bon de commande est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R 2191-6 à R 2191-10 du Code de la commande publique. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification des actes qui emportent commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et R 2191-12 du Code de la commande publique.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il doit rembourser la partie de l'avance versée correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

11.2. Cautionnement - Retenue de garantie - Nantissement - cession de créance

Il n'est pas prévu de retenue de garantie, ni de cautionnement.

Conformément aux dispositions des articles R2191-46 et R2191-47 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, dès lors qu'il en formule la demande, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance au comptable assignataire.

11.3. Paiements partiels définitifs

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations prévues au marché sont des paiements partiels définitifs.

11.4. Contenu des demandes de paiement

Par dérogation aux articles 11.3 et 12.1.3 du CCAG-FCS, les demandes de paiement afférentes au marché comportent, en plus des mentions légales, les indications suivantes :

- La dénomination sociale / raison sociale, le numéro de Siret et l'adresse du titulaire (créancier)
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse du CH
- Le numéro du marché figurant à l'acte d'engagement (rappel : 1 lot = 1 marché)
- La date et le numéro du bon de commande
- La date de la demande de paiement partiel définitif
- L'intitulé des prestations exécutées
- Les quantités des prestations exécutées
- Le prix hors TVA des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- Les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du présent CCAP de l'accord-cadre (le cas échéant).

Il est établie une demande de paiement partiel définitif par bon de commande. En cas de non-respect de ces stipulations, le pouvoir adjudicateur retourne la facture au titulaire avec l'obligation de la rééditer sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

En cas de groupement ou de sous-traitance, les demandes de paiement partiel définitif doivent être décomposées en autant de parties qu'il y a de membres du groupement ou de sous-traitant. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

11.5. Remise des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont remises mensuellement pour l'ensemble des prestations réalisées dans le mois considéré.

Si le titulaire est attributaire de plusieurs lots, il établit impérativement des factures distinctes pour chaque lot.

Le titulaire doit, conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, transmettre au pouvoir adjudicateur les demandes de paiement partiel définitif sous format électronique.

Toute demande de paiement partiel définitif transmise en dehors du portail de facturation de l'Etat (Chorus Pro) sera rejetée par le pouvoir adjudicateur.

11.6. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement sont établis en hors taxes et sont majorés du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en vigueur à la date de facturation des prestations.

Le montant de la demande de paiement partiel et définitif est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

11.7. Devise

La monnaie de facturation est l'Euro.

11.8. Règlement

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues au titre du marché par virement administratif conformément aux règles de la comptabilité publique et du CCAG-FCS.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le point de départ du délai global de paiement est :

- La date de réception de la demande de paiement si la date d'admission des prestations est antérieure à la date de réception de la demande de paiement
- La date d'admission des prestations si la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'admission des prestations

Le délai global de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues au titulaire, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande de paiement partiel définitif présentée par le titulaire.

11.9. Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le versement d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant des intérêts moratoires est calculé conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 juin 2020 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal dans les contrats de la commande publique.

En outre, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros prévue à l'article D.2192-35 du Code de la commande publique.

12. Opérations de vérification et décision après vérification

Les opérations de vérifications, et de décision après vérification (admission, ajournement, réfaction, rejet, etc.) s'effectuent conformément aux dispositions du CCTP et des articles 27 à 30 du CCAG-FCS

13. Pénalités - Primes

13.1. Généralités concernant les pénalités

Toute défaillance du titulaire pour des prestations non conformes et/ou manquement aux obligations contractuelles de la part du titulaire pourront faire l'objet de pénalités décrites ci-dessous cumulables entre elles, et à chaque constat.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché peuvent être appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable.

Le titulaire est notifié de la décision par le pouvoir adjudicateur des pénalités (généralement applicables au titre du mois écoulé) par courrier ou courriel motivé. A la suite de ce courrier ou courriel, le pouvoir adjudicateur émet un titre de recettes à l'encontre du titulaire correspondant aux pénalités. Le délai de paiement de ce titre est de 50 jours. A défaut, sur accord du pouvoir adjudicateur, la pénalité peut faire l'objet d'un avoir sur une demande de paiement ultérieure.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier ses défaillances.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables, non plafonnées, et non libératoires. Néanmoins, dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de doubler les pénalités éventuellement applicables durant les 3 mois qui précèdent la fin du marché.

13.2. Généralités concernant les primes

Certaines situations de dépassement des attentes telles que décrites dans le CCTP peuvent faire l'objet du versement d'une prime bonus.

Les primes applicables sont cumulées par lot sur une durée de 12 mois. Ainsi à chaque date anniversaire du début des prestations (1^{er} octobre),

- dans l'hypothèse où le total de primes cumulées au titre de l'année écoulée est supérieure à la pénalité du mois précédent, le titulaire émet une demande de paiement selon les dispositions de l'article 11 correspondant au montant net (Prime HT cumulée au titre de l'année, déduite du montant HT pénalité au titre du mois écoulé).
- dans l'hypothèse où le total de primes cumulées au titre de l'année écoulée est inférieur à la pénalité du mois précédent, le pouvoir adjudicateur émet un titre de recette selon les dispositions de l'article 13.1 correspondant au montant net (Montant HT pénalité au titre du mois écoulé déduit du montant de la prime HT cumulée au titre de l'année écoulée).

13.3. Pénalités et primes applicables à l'issue des contrôles contradictoires des prestations en obligation de résultat

Tous les mois, pour les prestations soumises à obligation de résultat (prestations de base) les indicateurs décrits au CCTP sont calculés, et notamment les indices de propreté générale (IPG+ et IPG-) et l'indice de non-conformité (INC).

Le montant de la pénalité ou de la prime éventuellement applicable au titre du mois considéré est égal au montant mensuel (hors TVA) du forfait mensualisé de la prestation de base, multiplié par le taux figurant dans le tableau ci-dessous, déterminé tels que suit :

	Taux de pénalité selon l'IPG						Taux de prime selon IPG			
	<0,75	<0,8	<0,85	<0,9	<0,95	<1	<1,05	<1,10	<1,15	<1,2
IPG+ zones risque 3&4	15,00%	13,00%	11,00%	9,00%	7,00%	5,00%	0,00%	5,00%	7,00%	9,00%
IPG- zones risque 1&2	10,00%	9,00%	8,00%	7,00%	6,00%	5,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

	Taux de pénalité selon l'INC global						Taux de prime selon INC global			
	<0,55	<0,60	<0,65	<0,70	<0,75	<0,8	<0,85	<0,9	<0,95	<1
INC Global	6,00%	5,00%	4,00%	3,00%	2,00%	0,50%	0,00%	0,25%	0,50%	1,00%

Les pénalités et primes éventuellement applicables aux prestations en obligation de résultat durant les 3 premiers mois d'exécution ne sont pas appliquées.

13.4. Pénalité pour situations inacceptables

Pour chaque situation inacceptable telles que décrites au CCTP ayant fait l'objet d'un constat dûment notifié par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire unitaire de 100€HT.

13.5. Pénalité pour non-exécution ou exécution partielle

En cas de non-exécution (totale ou partielle) des prestations prévues au marché, pour des raisons imputables au titulaire (y compris si le titulaire s'est vu refuser d'intervenir en dehors des horaires de passage convenues), le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 50€HT par constat, y compris en cas de rupture sur un distributeur à la charge du titulaire.

13.6. Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer au titulaire une pénalité pour tout retard par rapport à un délai contractualisé dans le CCAP, le CCTP ou l'offre du titulaire.

Le montant de la pénalité forfaitaire se porte à

- 100€HT par jour de retard (si le délai est exprimé en jours)
- 50€Ht par heure de retard (si le délai est exprimé en heure).

Concernant le décompte des pénalités de retard :

- Les pénalités se calculant en heures sont, sauf disposition contraire des heures calendaires, toute heure commencée est comptée comme une heure ;
- Les pénalités se calculant en jours sont, sauf disposition contraire, comptés en jour calendaire, tout jour commencé est compté comme un jour.

13.7. Autres pénalités contractuelles

En cas de non-respect de tout autre disposition contractuelle que celles mentionnées ci-dessus, le titulaire encourt l'application d'une pénalité forfaitaire de 100€HT par constat (non-respect des consignes de sécurité, règlement intérieur, dégradation des équipements, sous-traitance non-agrèée, absence à une réunion de suivi, absence d'encadrement, défaut de formation, etc.).

14. Responsabilité et Assurances

14.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seuls responsable des dommages :

- Causés directement ou indirectement pendant ses interventions :
 - À son personnel, au personnel de la personne publique ou à des tiers
 - À ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers
- Causés par la carence ou le dysfonctionnement de ses équipements.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait du pouvoir adjudicateur ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

14.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, en cas de dommage corporel, matériel et/ou immatériel, causés par l'exécution des prestations prévues au marché.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat d'assurance souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution des prestations, les attestations en cours de validité émanant de sa/ses compagnie(s) d'assurance permettant d'établir l'étendue des responsabilités garanties. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire doit, s'il y a lieu, souscrire, à ses frais, une police d'assurance complémentaire si celles existantes ne sont pas considérées comme suffisantes par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques des prestations prévues au marché.

En cas de résiliation des polices d'assurance, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché, conformément à l'article 16 du CCAP.

15. Modifications du marché

Les dispositions du présent marché sont modifiables, dans le respect des articles R.2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique et sous réserve que ces modifications ne soient pas substantielles.

15.1. Modification de la consistance des prestations

Les dispositions du CCTP s'appliquent, et notamment la clause de réexamen.

15.2. Modification de la législation / réglementation / jurisprudence / norme

Le titulaire doit en cas de modification des prestations rendues nécessaires par des directives, règlements, législation, réglementation, décision administrative, jurisprudentielle ou norme, et affectant (même de façon mineure) l'exécution du marché, proposer des prestations répondant d'une part à ces nouvelles exigences et d'autre part aux dispositions définies dans le CCAP ou le CCTP.

Avant toute modification, le titulaire doit communiquer au pouvoir adjudicateur un dossier détaillant les modifications sur le marché, soumis à l'acceptation formelle du pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'en justifier la transmission.

15.3. Cession du marché

Le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le titulaire pressenti devra :

- Avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du titulaire
- Présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante

Dans sa demande d'agrément, le titulaire actuel communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante
- Les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- Un numéro d'identification SIRET du repreneur
- La date à laquelle la cession doit intervenir
- La forme juridique du nouveau titulaire
- La raison sociale et l'adresse du siège du nouveau titulaire
- Les personnes ayant pouvoir à engager le nouveau titulaire

- La domiciliation bancaire du nouveau titulaire

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du titulaire pressenti après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le titulaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées.

La cession est subordonnée à l'autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le titulaire pressenti :

- Ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées
- Ne transmet l'intégralité des documents permettant l'élaboration d'un avenant
- Refuse d'accepter l'intégralité des dispositions prévues au marché

16. Résiliation

Les dispositions des articles 39.1 à 45 du CCAG-FCS s'appliquent.

17. Règlement des différends / litiges

17.1. Différends et litige

Les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS sont seules applicables.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Dijon

Tél. : 03.80.73.91.00

Email : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal administratif de Dijon

Tél. : 03.80.73.91.00

Email : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.

18. Dérogations aux articles du CCAG

Les articles du présent CCAP qui dérogent au CCAG-FCS sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
6	4
10.2	10.1.3
10.3	10.2.3
11.4	11.3 et 12.1.3
13.1	14.1.1 et 14.1.2
13.2	14.2